

Cérémonie des vœux de la Municipalité

Lundi 7 janvier 2019

Allocution de M. Alban BRUNEAU
Maire,
Conseiller départemental

Mesdames et Messieurs les maires, élus municipaux, départementaux et régionaux,

Monsieur le Député,

Madame la Sous-Préfète,

Mesdames et Messieurs les directeurs,

Mesdames et Messieurs les présidents,

Mesdames et Messieurs les représentants des différents corps constitués,

Mesdames, Messieurs,

C'est avec grand plaisir, et avec mes collègues du Conseil municipal, que nous vous souhaitons la bienvenue ce soir pour cette traditionnelle réception des vœux de notre municipalité.

- **Que vous soyez gonfrevillais, au service d'autres gonfrevillais,** dans les très nombreuses associations qui maillent notre ville et ses quartiers :

en l'animant, en tissant du lien, en faisant jouer les solidarités.

- **Que vous soyez gonfrevillais, qui siégez dans les instances collectives qui font vivre la démocratie locale,**
 - dans les conseils des écoles et du collège,
 - au sein des cafés rencontres et des diagnostics en marchant qui accompagnent les projets de quartier,
 - au Conseil d'administration du CCAS,
 - dans les Conseils de vie sociale de nos résidences et de l'EHPAD,
 - à l'Office municipal des sports,
 - au sein du Conseil des sages.
- **Que vous ne soyez pas gonfrevillais, tout en faisant bénéficier les gonfrevillais de vos savoir-faire** dans vos différents métiers, dans l'Education nationale, dans les services départementaux de proximité, dans les services de l'Etat, à la Poste.

- **Que vous représentiez les dizaines d'acteurs et partenaires** qui interviennent dans le quotidien des gonfrevillais, l'activité économique ou le développement de notre cité :
 - bailleurs sociaux,
 - artisans, commerçants,
 - investisseurs,
 - concessionnaires,
- **Ou que vous soyez présent ce soir simplement pour marquer votre sympathie à ce que nous vivons ici,**

Nous avons en commun, notre commune.

Et si cette réception est l'occasion rituelle de retracer ce que nous avons fait ensemble sur une année, et tracer ce que nous aurons à faire ensemble au cours de l'année qui s'ouvre,

Elle est avant tout prétexte à partager un moment de convivialité.

Voyez-y, aussi, le témoignage de notre reconnaissance pour votre action !

** **
**

2018 qui s'est achevée aura eu le grand mérite de nous rappeler, pour certain d'entre nous de confirmer, et peut être pour d'autres de découvrir, que le sens collectif n'appartenait pas au passé.

- Qu'une société n'était pas qu'une somme d'individualités.
- Que vivre, ne pouvait pas consister qu'à respirer.

Ceux qui ont théorisé sur le triomphe du chacun pour soi, ou de l'entre soi, sur le mérite individuel amputé de la nécessaire solidarité,

Ceux qui ont cru pouvoir trier d'un côté, certains qui auraient droit à tout, et les autres qui ne seraient rien,

Ceux là en sont pour leurs frais et paye l'addition de leur propre arrogance.

Le prétendu nouveau monde qu'ils voulaient imposer n'aura vécu qu'un an avant de s'évaporer, à l'image du mirage qu'ils ont cru généraliser.

J'évoque bien entendu le mouvement des gilets jaunes, mais plus généralement, toutes les mobilisations qui cette année encore, se seront organisées pour appeler l'urgence à plus d'humanité :

- Salariés du privé et agents du public, cheminots, dockers et portuaires, agents EDF, retraités, étudiants et lycéens, parents d'élèves,
- Blouses blanches de nos hôpitaux et de nos EHPAD, robes noires dans les manifestations pour sauvegarder une justice accessible grâce à sa proximité, stylos rouges, postiers, pompier et même policiers,
- Travailleurs sociaux, militants des droits de l'homme, militants de l'écologie, citoyens contre les compteurs Linky,
- Et bien entendu de nombreux élus communaux dont les élus communistes, à travers leurs associations ou leurs conseils municipaux,

Tous, ont exprimé une nouvelle fois au cours de cette année, le besoin d'une autre société que celle qui se décompose depuis des années.

- Une société où l'humain reprendrait toute sa place, dans le respect de l'environnement.
- Une société qui s'éloignerait des logiques de rentabilité, et de l'argent.
- Une société où la dignité devra à tous s'imposer.

Tous ont souligné la nécessité de mettre fin aux injustices fiscales, sociales et territoriales.

Et pourtant, tous ont été ignorés, méprisés, snobés par un pouvoir visiblement coupé de toute réalité !

Un pouvoir qui croyait détenir seul la vérité, protégé par son armure toute en technostucture...

Ce Président aurait pu s'enrichir et se grandir, en dialoguant, en s'informant, en partageant.

En concertant pour décider et non pas en déconcertant après avoir décidé.

Les alertes se sont multipliées, il est resté sourd et borné.

Il aura fallu que ceux qui se sentent légitimement oubliés, viennent occuper les ronds-points et les autoroutes privatisées, à travers tout le pays, pour qu'enfin il réagisse.

Et encore, pas tout de suite.

Des drames, des blocages économiques, de la violence sur les Champs-Élysées pour qu'il daigne reconnaître à demi mots qu'il s'était trompé.

Mais pourquoi faut-il donc dans une démocratie, laisser le rapport de force s'installer, pour se rendre compte qu'on ne peut jamais faire sans la communauté !

C'est ainsi que les ministres, du 1er au dernier, se sont retrouvés plantés dans leurs ministères assiégés, en attendant en vain des porte-paroles avec qui dialoguer, alors même qu'ils n'avaient cessé auparavant de rembarquer ceux que le peuple, dans toutes ses composantes collectives, leur avaient désignés.

Qu'ils avaient l'air malin du haut de leur sommet, ces premiers de cordée, en voyant que ladite corde avait depuis longtemps cassée.

Et maintenant, vers qui se tournent-ils pour renouer les fils du dialogue sectionnés par la brutalité de leurs politiques ?

Vers les maires dont ils redécouvrent soudain les vertus et toute l'étendue de leur utilité.

- **Après nous avoir asphyxié**, en rognant nos dotations et en fermant nos services publics,
- **Après avoir imposé des contrats de contraintes**, pour nous forcer à diminuer nos effectifs du quotidien,
- **Après avoir supprimé la plupart de nos outils autonomes** de gestion, la Taxe d'habitation après la Taxe professionnelle, laissant nos recettes déterminées par les étages du dessus,
- **Après avoir considéré que nous étions trop nombreux**, qu'il fallait nous rationaliser,

Ils viennent maintenant nous demander de concerter pour apaiser un pays qu'ils ont mis sous tension.

Mais ici comme ailleurs, et peut-être ici plus qu'ailleurs, nous ne les avons pas attendus à cet effet.

A travers les instances locales qui vivent toute l'année, à travers les réunions de quartiers et de chantiers, à travers nos café rencontres, ou encore en ayant nos portes grandes ouvertes chaque jour pour permettre à chaque habitant de venir nous rencontrer.

D'ailleurs, un maire isolé et coupé des réalités n'a pas l'ombre d'une chance de ne pas dégager.

La commune est le premier échelon de la proximité, elle est aussi le premier maillon de la démocratie.

Cette grande concertation qui nous est donc demandée, nous l'organiserons ici, mais à la condition qu'elle soit animée par un représentant de l'Etat vers qui toutes les doléances que nous recueillons sont dirigées.

Les cahiers citoyens installés à l'Hôtel de Ville peuvent en témoigner.

La commune au service d'une France en commun impose, pour cette grande concertation, une représentation de l'Etat commun.

Et nous la compléterons par l'organisation d'un référendum local portant sur les principales revendications exprimées par les gilets jaunes gonfrevillais :

- Le rétablissement de l'impôt sur la fortune pour plus de justice fiscale.
- L'ouverture de négociations dans toutes les branches du privé et dans les fonctions publiques,
pour l'augmentation des salaires et des traitements, financées par la suppression du CICE qui coutera 40 milliards cette année dans le budget de la Nation.
- L'indexation des pensions sur l'inflation.
- La création du Référendum d'Initiative Citoyenne.

** **
**

Ce besoin d'humanité, que nos concitoyens appellent de leur exigence en France comme en Europe, nous le connaissons bien.

C'est lui qui nous anime, c'est lui qui nous motive dans notre quotidien.

Ce besoin d'humanité, c'est cette solidarité qu'il nous faut inlassablement déployer.

Pour protéger, pour secourir, pour soutenir.

Ici la crise tape fort, et il est nécessaire qu'il fasse moins froid qu'ailleurs, à défaut de quoi le coup de chaud n'est jamais loin !

- C'est la vocation de nos associations, du centre social, du CCAS, des services municipaux.
- C'est aussi la mission que nous conduisons avec nos partenaires, dans les services de l'Etat, ceux du Département, chez les bailleurs, avec nos investisseurs pour notamment agir sur le logement et la qualité de vie.

- Le programme de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (**I'ANRU**), touche à sa fin avec la requalification du centre ville autour de la place du Colombier.
- Le chantier d'extension rénovation de **I'ESAT** est bien engagé pour une livraison cette année.
- **La Maison de Services au Public** au centre social AGIES a été ouverte.

Dans notre ville qui paye cher le prix de la crise, les seuls coûts (*coups*) qui nous importent sont ceux qui frappent les vies humaines.

Près de 20 % de nos foyers vivent en dessous du seuil de pauvreté, c'est deux fois plus que la moyenne départementale qui est elle-même supérieure à la moyenne nationale.

Cette solidarité, c'est aussi le rachat des maisons et l'accompagnement des riverains touchés par le Plan de prévention des risques naturels.

Ou le dispositif de prêts à taux 0, que la commune va proposer à ceux qui sont concernés par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour la mise aux normes de leurs habitations.

Ce besoin d'humanité, c'est cette nécessité de soigner le cadre de vie, le cadre des vies, à tous les âges de la vie.

En EHPAD et dans nos résidences pour nos aînés. Dans nos nombreux jardins familiaux. Nos équipements collectifs. Et bien sur dans nos écoles.

On dit souvent que l'éducation n'a pas de prix. Sauf que certains y voient encore un coût au lieu de la considérer comme un investissement.

Cela devient une très fâcheuse habitude, il ne se passe plus une seule rentrée scolaire sans que nous soyons confrontés à une tentative de réduction de nos moyens, alors même que les effectifs scolaires sont en hausse.

Et il faut alors toute la mobilisation des parents d'élèves et de la Municipalité désormais aidée par notre député, pour obtenir gain de cause.

Après Gournay un temps menacé, après Arthur Fleury fréquemment touché, ce fut Turgauville qui a failli payer les frais d'une logique de rationnement qui oublie qu'avec 35 gamins dans une classe en maternelle, on s'éloigne dès le départ de l'intérêt des enfants.

La municipalité met le paquet pour soutenir l'éducation. La réalisation de la rénovation d'envergure de l'école Jacques Eberhard est là pour en témoigner, comme l'affectation dans chaque classe de maternelle d'une ATSEM municipale.

Nous avons fait le choix, par conviction et par expérience, d'écoles de proximité, de petite taille au cœur des quartiers.

La moindre des choses est de pouvoir disposer en retour d'un nombre d'enseignants suffisant.

Cette logique de proximité que la France entière vient réclamer, est valable également dans le domaine de la santé.

A travers la réalisation de notre Pôle santé, du lancement inédit en Seine-Maritime du dispositif de sport sur ordonnance, des politiques de prévention que nous accompagnons ou de l'accueil prochain du centre de médecine du travail Sentraplus, nous répondons présents.

Et pourtant, nous voyons nos médecins partir en retraite sans pouvoir être remplacés.

Nous voyons nos administrés devoir prendre des rendez-vous avec des spécialistes sous des délais de 6 à 8 mois. Voire plus !

Nous les voyons attendre des heures aux urgences de Monod sous tension.

Nous avons vu notre antenne du Centre Médico-Psychologique Charcot (CMP) rayée de la carte, au motif d'un regroupement centralisé qui, à l'arrivée, éloigne la santé de nos enfants.

Il y en a ras le bol !

Il est grand temps de changer de logiciel et de résoudre concrètement les pénuries de soin qui tendent à se généraliser. Dans la médecine de ville comme à l'hôpital.

** **
**

Enfin, ce besoin d'humanité, c'est ce devoir d'agir pour l'humanité.

Pour soutenir les peuples opprimés en lutte pour leurs droits et leur liberté. Au Sahara occidental ou en Palestine.

Pour venir en aide et accueillir les réfugiés, et en particulier les mineurs isolés, victimes des abus de nos propres sociétés, des guerres que nous alimentons avec nos ventes d'armes, et pour les intérêts de nos économies.

L'aide publique au développement est dérisoire, Jean-Paul Lecoq vient une nouvelle fois de le dénoncer, on vient maintenant surtaxer les étudiants étrangers et la chasse aux sans papiers est amplifiée.

C'est indigne de notre pays et des valeurs qu'il est censé porter.

Alors encore une fois, c'est dans les communes que s'organise la solidarité.

Je réaffirme ici notre décision de placer sous parrainage Républicain des réfugiés menacés, comme nous venons de le faire le mois dernier.

S'agissant des migrations, nous devons combattre les idées reçues colportées par la droite et l'extrême-droite. Je pense au fameux « pacte de Marrakech » agité ces dernières semaines comme une menace alors que cet accord n'aura aucune conséquence sur les politiques migratoires des pays signataires.

Non, nous ne sommes pas face à un mouvement massif de migration !

Il faut savoir que l'écrasante majorité des personnes qui migrent le font à l'intérieur de leur propre pays.

Et d'après les Nations Unies, les migrants internationaux ne représentent que 3% de la population mondiale.

Enfin, le pourcentage du nombre de migrants par rapport à la population mondiale est resté stable ces cinquante dernières années.

Nous sommes bien loin du « grand remplacement » ou de la « submersion » évoquée par Marine le Pen ou Laurent Wauquiez.

Et contrairement à ce que beaucoup pensent, les migrants contribuent au contraire à la richesse économique et culturelle des pays qui les accueillent.

Et cette action pour l'humanité, c'est aussi bien sur, prendre toute notre part pour répondre à l'urgence écologique.

Mais sans aller faire les poches à ceux qui n'ont même pas de quoi manger tous les jours ou de ceux qui peinent à joindre les deux bouts.

En 2018, un grand nombre de rapports scientifiques alertent sur cette urgence.

Et pourtant peu de choses évoluent, les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter alors que la biodiversité, elle, ne cesse de diminuer.

Face à cette urgence, chacun doit se mobiliser, c'est ce que nous faisons ici depuis bien longtemps.

Après la création de notre réseau chaleur à partir de la chaufferie bois, cela fait des années que nous travaillons en zéro-phyto et si cela nécessite une nouvelle manière de travailler le résultat est indéniable.

Des espèces de plantes et d'animaux disparues réinvestissent notre territoire. Cette année, nous allons accompagner les particuliers dans cette démarche.

Des ruches municipales ont aussi été implantées, même si malheureusement, nos abeilles sont de plus en plus menacées, par les frelons asiatiques qu'il est nécessaire d'éradiquer.

Nous allons mettre en place un accompagnement financier pour les destructions des nids de frelons asiatiques, afin que chacun puisse lutter à armes égales contre ce fléau sanitaire et écologique.

La collectivité doit mener une politique environnementale ambitieuse dans ses projets et ses actions, mais également dans son fonctionnement.

En 2018 une activité éco-pâturage a été créée et aujourd'hui, ce sont 6 chèvres et 4 moutons qui nous aident à entretenir nos espaces verts.

En 2019, nous allons faire l'acquisition de vélo et triporteurs électriques pour favoriser la mobilité douce et active.

C'est à tout cela, et à tellement d'autres aspirations, que répond la commune en commun.

** **
**

Cette commune que nous chérissons est aussi le maillon d'une chaîne humaine appréciée pour ses interactions comme pour sa réactivité.

Une chaîne à l'échelle d'un même territoire de vies et d'emplois, qui jusqu'au 31 décembre, portait le nom de CODAH.

Si je ne l'avais pas cité jusque là, c'est parce que l'intercommunalité n'est pas un partenaire, c'est notre seconde identité.

Dès lors qu'elle même n'oublie pas sa propre utilité. Celle d'une communauté de communes qui travaillent en commun.

Ce fut le cas durant les 18 années de la CODAH.

C'était déjà le cas avant, du temps des syndicats intercommunaux.

Gageons que cela le restera avec la Communauté urbaine qui voit le jour en ce mois de janvier.

Si nous plaidons depuis longtemps pour qu'une nouvelle interco épouse les contours cohérents d'un même territoire à l'évidence en commun.

Nous persistons à croire que la méthode utilisée et la forme qui lui a été assignée n'étaient pas la plus adaptée.

Le consensus prend du temps, et il n'est jamais bon en matière de collaboration de vouloir imposer.

Mais nous ne sommes pas ici des gens butés, nous faisons avec et mieux encore, nous nous y impliquons avec un engagement constant.

A la fois conscient de la chance qui s'offre à nous tous à travers cette collaboration élargie,

et à la fois vigilant quant aux écueils qu'il nous faudra éviter ensemble.

Fort de notre diversité, de la grande ville jusqu'à la ruralité, démontrons qu'ici les communes, non pas assemblées mais rassemblées, savent faire avancer les sujets dans l'intérêt de tous leurs administrés.

Nous ne sommes pas d'accord sur tout, nous ne l'avons d'ailleurs jamais été, sinon à quoi bon aller voter, autant livrer les clés de nos communes à ceux qui voudraient les voir fusionner.

Mais nous savons nous retrouver sur l'essentiel, et parfois nous convaincre dans le dialogue pour surmonter nos divergences ou nos réticences.

De nouveaux sujets sont aujourd'hui sur la table, le maillage ferroviaire, la gratuité des transports en commun, le renforcement de nos politiques en faveur du développement durable.

Autant de sujets de société qu'il nous faut ici faire avancer !

** **
**

Et comme la nécessaire décentralisation appelle localement aux expérimentations, c'est toujours la commune qui parvient à mettre des idées nouvelles en commun...

Comme nous l'avons fait avec nos chevaux territoriaux, le rucher municipal, les séjours intergénérationnels à la colo de Magland, le droit à l'emploi l'été dans les services municipaux pour les étudiants.

L'aide dans le domaine de la mobilité, pour inciter les jeunes à se déplacer en transports en commun.

Ici, nous prenons en charge les 3/4 de l'abonnement mensuel des jeunes gonfrevillais. Ce sont près de 700 jeunes qui en profitent chaque mois.

Ou encore, pour assurer une bonne alimentation des enfants, tout en protégeant l'environnement, nous développons une exploitation maraîchère municipale biologique qui servira à alimenter la cuisine centrale.

Si le projet a connu quelques difficultés à ses débuts, aujourd'hui il avance et les premiers aménagements du terrain situé dans la côte de Gournay ont été réalisés le mois dernier.

Cette latitude de la commune à prendre en main son destin, c'est aussi celle qui permet de refuser les expulsions sans solution de relogement,

ou la pose de compteur Linky qui n'offrent pas assez de garanties de la part d'un concessionnaire qui visiblement n'a rien compris.

Ils arrivent ainsi à certaines communes d'être hors du commun.

** **
**

Sauf que cette capacité à agir, nous est contestée par des logiques dogmatiques qui ruinent le capital réel de notre société.

Ce capital ce n'est pas l'argent, ce sont les gens !

On nous serine les oreilles à longueur d'année avec la baisse de la dépense publique, au motif d'une dette si lourde à porter qu'elle pourrait demain nous atomiser.

Quelqu'un peut il sérieusement imaginer la France faire faillite ?

On nous explique qu'il faut libérer le capital de toute contrainte pour qu'il accroisse des richesses qui viendraient profiter à tous demain.

Enfin après demain, ou après après demain... enfin on ne sait plus trop quand en fait...

Gattaz, l'ancien Président du MEDEF, et ses 1 million d'emplois en échange du CICE, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, a rangé son pin's aux oubliettes.

Près de 20 ans que ces mêmes fables sont servies à l'opinion.

Et ainsi dans l'un des pays les plus riches du monde,

un pays qui désormais chaque année bat ses propres records de richesse, de dividendes,

la pauvreté progresse, les précarités explosent, le chômage reste à un niveau intolérable et le pouvoir d'achat n'est plus suffisant pour vivre dignement !

Malgré quelques mesurées concédées grâce au mouvement des gilets jaunes, le gouvernement droit dans ses bottes libérales veut prolonger le festin des plus riches.

Il a inscrit au menu gouvernemental cette année la baisse du nombre de fonctionnaires, la réforme de l'assurance chômage et la remise en cause des retraites par répartition.

Ici, par contrainte et pour nous préserver une capacité à agir, nous avons dû, pendant 10 ans, réduire nos effectifs en ne procédant plus au remplacement des départs en retraite.

Or, dans tous les secteurs touchés, nous avons fait le constat que les coûts de fonctionnement générés par cette absence d'agents, étaient devenus supérieurs à l'économie de leur masse salariale !

Alors, ignorant les anathèmes gouvernementaux, nous avons fini par recruter de nouveau.

Et bien, dans la plupart des secteurs, le traitement du fonctionnaire recruté engendre des économies, non pas d'échelle mais sur toute l'échelle !

Sur les factures de réparation et d'entretien des véhicules, sur les travaux sur les bâtiments et la voirie, sur les contrats négociés. Même chose pour le renfort de notre service comptabilité grâce à l'économie réalisée sur les pénalités.

Nous investissons dans le service public en faisant la démonstration de son efficacité.

Imaginez un seul instant que l'Etat en fasse autant...

Qu'il vienne s'occuper d'optimiser la recette publique, au lieu de fantasmer sur la baisse du nombre de fonctionnaires.

Imaginez qu'il recrute massivement des douaniers pour contrôler les 95 % de marchandises qui transitent sur le port du Havre en toute liberté, alors même que les recettes des douanes couvrent 20 % du budget de l'Etat.

Il y a un gisement ici, pour reprendre leur jargon.

Et que dire de la fraude fiscale qui a elle seule équivaut désormais au déficit public.

Pourtant il supprime des postes dans les services fiscaux...

Et je ne vous parle même pas de la nationalisation des autoroutes et de certains grands groupes.

Il suffit de voir l'explosion de leurs bénéfices et des dividendes versés à leurs actionnaires pour se rendre compte que tout cet argent serait profitable à la société, dès lors qu'il viendrait abonder les caisses de la Nation.

Au passage, puisque je viens d'évoquer les autoroutes, nous continuerons à nous mobiliser avec notre Député, et cette fois je l'espère bien avec le soutien de la nouvelle Communauté urbaine, pour la suppression du péage d'Épretot et celui des ponts de Normandie et de Tancarville.

Casser la barrière des péages sur nos routes comme le désenclavement ferroviaire de l'Estuaire sont deux enjeux majeurs pour l'avenir.

A défaut de quoi la Métropole qui désormais s'affiche dans le nom de notre interco restera un simple naming marketing.

Bref, les services publics sont un gage d'équilibre pour toute la société, ils sont notre bien commun.

Il faut cesser de les affaiblir avant que tout finisse par craquer.

Quant à la nécessaire dématérialisation, elle doit se faire en complément et non en remplacement des accueils publics, **un tiers de nos concitoyens rencontrent un frein ou une gêne réelle pour recourir à l'E-Administration.**

Parce qu'à l'arrivée, face aux fractures territoriales et numériques, il faut de toute façon en catastrophe définir des schémas d'accessibilité, pour reprendre le terme choisi, pour venir tenter de corriger les effets dévastateurs de l'éloignement des services publics des usagers.

** **
**

C'est aussi tous ces sujets qui seront au cœur des élections européennes du printemps. Un continent en commun, certes, mais pour le reste on cherche encore...

Des élections qui devront donc conduire à une nécessaire refondation européenne, tant au niveau de ses institutions que de son projet, de son utilité.

L'autre jour au Département, nous débattions des conséquences du Brexit.

La plupart de mes collègues dissertaient sur les risques encourus, mais bien peu se sont interrogés pour savoir pourquoi un peuple avait ainsi décidé de rompre ses amarres...

Car à l'évidence, l'Union européenne est devenue un carcan plutôt qu'une chance pour les peuples, bien éloignée de la superbe idée de coopération entre les nations pour bannir la guerre et les conflits qui avaient motivé sa création.

Et d'ailleurs, ce qui fonctionne le mieux dans cette Europe se sont les collaborations décentralisées. Les jumelages des communes, des associations et des écoles. Les échanges entre les associations, comme ce très beau projet entre les travailleurs de notre ESAT et ceux de l'USE à Teltow en Allemagne.

Dès lors que l'on s'écarte des logiques de l'argent pour se préoccuper des intérêts des gens, l'Europe s'éclaire, elle devient évidente.

Mais tant que l'objectif prioritaire de ceux qui la gouvernent sera l'augmentation et la protection des profits,

Au lieu de la considérer comme un espace :

- où le droit du travail serait protecteur partout,
- où la pauvreté reculerait partout,
- où la coopération aurait pris le pas sur la concurrence,
- où les services publics seraient préservés,
- où la défense de la Nature, de la biodiversité et du climat serait une priorité,
- et où tout cela fonctionnerait avec une fiscalité juste et puissante, et surtout sans fuite,

Nous n'avons pas fini d'en vivre des crises et d'en gérer des conséquences !

Rappelons-nous comment près de 55 % des Français ont été dépossédés de leur vote après le référendum de 2005.

Près de 15 ans plus tard, l'Union Européenne, amputée du Royaume-Uni dès 2019, minée ici et là par les populismes et les obscurantismes, ferait mieux d'être plus attentive aux besoins des peuples qui luttent pour une société plus équitable, éthique, plutôt que d'écouter ceux qui œuvrent à un monde où leur boussole indique le profit.

Dans toute l'Europe, les gilets jaunes ne sont pas loin...

** **
**

Dans la commune où les rues s'appellent Marcel Cachin, Maurice Thorez et Jacques Duclos, - ceci étant certains espaces se nomment également Mandela, de Gaulle ou Simone Veil -, on pourrait voir dans ces différentes positions un fort sentiment anti patron.

Et bien pas du tout, chez nous, nous essayons au contraire de tenir les deux bouts.

Le bon équilibre sur toute la chaîne qui produit les richesses.

La nécessité de l'entrepreneuriat... et l'indispensable salariat et communariat !

Ce mot n'existe pas, et bien inventons-le !

Il vaut bien les verbes optimiser, mutualiser, externaliser que les libéraux ont détourné de leur sens.

Défendre l'économie ne consiste pas seulement à défendre les profits. C'est notre conviction.

Nous vivons de l'économie et de l'industrie, et sauf à vouloir transformer notre ZIP en pampa appauvrie, notre avenir passe par le développement économique et celui de nos industries.

Des industries soumises à l'exigence de sécurité, j'en ai parlé tout à l'heure à travers notre excellent travail commun sur la prévention des risques majeurs.

Lorsque je me souviens, aux lendemains du drame d'AZF, de l'ampleur des cercles de danger qui recouvraient des quartiers entiers, comme à Mayville, interdisant de facto tout développement aux riverains et aux communes, jusqu'à la réalisation d'une simple véranda,

Et que je les compare à ce qu'ils sont devenus après tout ce travail commun, je me dis que nous avons bien travaillé.

Le risque zéro n'existe jamais, mais atteindre une sécurité maximale est un devoir.

Pour cela, il ne faut jamais rogner les moyens financiers à mobiliser pour protéger les populations, l'environnement comme les activités productrices des richesses pour toute la communauté.

Des industries soumises également à la nécessaire transition écologique.

Une transition à portée de main pour notre centrale thermique, si ce gouvernement ne vient pas la rayer de la carte pour satisfaire son penchant naturel pour les effets d'annonce.

Une transition qui devra conforter, et non fragiliser, le site Renault de Sandouville curieusement absent des annonces sur la production de véhicules électriques.

Et une transition qui devra assurer l'avenir de notre raffinerie et de tous ses emplois.

Sur tous ces enjeux, notre municipalité, aux côtés de notre Député, est mobilisée.

Je fais partie d'une famille politique qui considère que le développement économique et le développement durable ne sont pas antagonistes,

Et que d'ailleurs il ne peut pas y avoir de développement sans écologie et pas d'écologie sans développement.

Voyez un peu ce qui est arrivée à la taxe carbone sur les routes...

** **
**

Encore un mot sur le développement économique pour me réjouir du maintien en activité de SIGLANOR, menacé de fermeture l'année dernière en raison de stratégie d'actionnariat comme on dit.

Et pour saluer l'accueil sur une partie des actuels terrains de SAFRAN, d'une plate forme logistique qui devrait à terme créer 300 emplois.

Un aménagement qui résoudra une partie des difficultés de circulation sur les entrées et sorties de la ZIP, grâce à la création d'un carrefour giratoire surélevé au sud de l'usine par le GMPH.

Donc bien moins de véhicules à terme sur Mayville.

Et au passage, je me réjouis de la vitalité de l'usine SAFRAN.

Son directeur, Jean-Marie Dubos, vient de partir en retraite. Je souhaite saluer ici son action.

Plus globalement, je tiens à souligner l'excellent travail conduit par l'association SYNERZIP qui regroupe sous la présidence d'Olivier Clavaud la plupart des industriels de la place.

Le dernier mot sur ce chapitre économique sera pour saluer les commerçants de notre ZAC de l'Estuaire soumis à une forte pression, du fait notamment des changements de mode de consommation et de la crise du pouvoir d'achat.

Je sais qu'ils ont également beaucoup souffert des manifestations en décembre même si lesdits manifestants se mobilisaient aussi pour pouvoir dépenser plus dans les commerces.

Et pour saluer nos commerçants de proximité.

Un commerce de proximité si fragile et pourtant si utile.

A Gournay, après une fin d'année difficile, nous avons de bonnes perspectives devant nous.

Mais au-delà de ces considérations, je me demande, au regard des enjeux commerciaux qui se posent ici comme dans bien d'autres communes de l'agglomération, à commencer par le centre ville du Havre, si la Communauté urbaine ne doit pas inventer un nouvel outil d'organisation commerciale.

Nous voyons tous des enseignes fermer ici pour rouvrir ailleurs, et quelquefois aux portes de l'agglomération.

Nous savons que certains pratiquent le dumping, notamment sur les ouvertures le dimanche, en n'ayant pas compris qu'en libéralisant vous trouverez toujours un plus libéral que vous...

Un schéma d'aménagement commercial serait donc de nature à coordonner et à mieux équilibrer l'offre commerciale et les règles du jeu à l'échelle du territoire.

La commune en commun c'est aussi des mises en commun.

** **
**

Il y aurait encore tant à vous dire tellement cette ville est vivante, forte de son bouclier social comme de son innovation.

Une ville imprégnée par les solidarités qui revendique pour chacun de ses habitants le droit de vivre, et pas seulement de survivre.

J'ai sûrement oublié plein de choses et je m'en excuse, l'exhaustivité s'accommodant mal avec ce besoin de partager pleinement ce bon moment de convivialité.

Un dernier mot toutefois parce que j'y tiens, pour remercier celles et ceux qui m'entourent, Marco, Marie-Claire, Michel, Sandra, Thierry, Fabienne, Fabrice, Aline et les autres, 28 prénoms dont ceux de l'opposition qui ici sait être constructive. Quelquefois...

Non, souvent ! Je plaisante.

Ces élus municipaux ne ménagent ni leur temps ni leur énergie en commun pour impulser et aider, soutenir et agir.

Ce collectif municipal, altruiste et volontariste, fait vivre la démocratie au quotidien.

En ne perdant jamais de vue l'exigence d'humanité qu'appellent toutes celles et tous ceux qui forment une même communauté.

Ensemble, nous vous souhaitons à toutes et à tous, une belle année, pour vous-même et vos proches,

mais aussi pour ce que vous apporterez à la société, aux femmes, aux hommes et aux enfants qui la composent, au cours de cette présente année.

Car comme Léon Tolstoï l'a si bien écrit, « Le seul sens de la vie est de servir l'Humanité » !